

mins de fer, il me semble qu'avant peu d'années ils auraient à faire face à une situation très grave.

Tout le monde reconnaît bien que nous avons besoin de population, mais où allons-nous établir les nouveaux venus? Nos villes peuvent-elles en prendre plus aujourd'hui? Je ne le pense pas. Nous avons nos cortèges d'affamés, où, il y a, du moins, beaucoup de chômage au temps actuel. Le seul endroit pour établir les nouveaux venus est la vaste plaine et les grands espaces qu'il reste à remplir. D'après moi, nous avons eu une politique qui consistait à mettre la charrue avant les bœufs.

Nous avons cherché à établir un système industriel, quand notre politique aurait dû viser à mettre en œuvre ces vastes espaces. Impossible de placer un homme sur la terre, aujourd'hui, et de lui enjoindre d'y rester. A moins qu'il n'ait l'assurance d'obtenir une rémunération convenable de son travail, il ne restera pas sur sa terre, et le résultat, c'est le surpeuplement actuel de nos villes, et au lieu de créer un marché domestique, nos fabricants, nous le constatons, sont parvenus à un état d'immobilité et attendent la venue d'autres immigrants qui rempliront les vastes espaces et leur ouvriront des débouchés domestiques. Dans ces conditions, je pense, il faut orienter la politique canadienne juste dans le sens indiqué par le ministre intérimaire des Finances, l'an dernier. A mon sens, c'est une politique vraiment nationale. Assurant, comme elle le fait, l'expansion de nos quatre industries fondamentales: l'agriculture, l'industrie minière, l'industrie forestière et les pêcheries. Je suis persuadé, monsieur l'Orateur, que si nous assurons le progrès et la prospérité de ces industries, nous n'aurons pas à nous inquiéter de nos manufactures. Si nos agriculteurs des grandes plaines de l'Ouest et du Canada entier avaient l'argent nécessaire à la satisfaction de leurs besoins, les manufactures ne pourraient suffire à leurs demandes, même en fabriquant jour et nuit. Et cependant nous voyons nos politiques faire assaut d'arguties touchant la même vieille politique que nous avons essayée durant cinquante ans et avons trouvée insuffisante. Il n'y a pas de maison d'affaires en ce pays ou ailleurs qui, après avoir mis une politique à l'épreuve, la moitié du temps que nous y avons mis et sans plus de succès que nous, ne la mit au rancart, et aussi les hommes qui la suivent s'ils ne décidaient pas d'en adopter une autre. Les Etats-Unis ont fini par reconnaître que si leurs industries sont importantes, pas une seule partie du pays, après tout, ne peut prospérer toute seule, mais toutes doivent progresser ensemble. Portant la pa-

[M. I. Lucas.]

role à Chicago, il y a quelque temps, le président Coolidge aurait fait cette déclaration:

La prospérité réelle et permanente des Etats-Unis dépend de la mise sur pied de l'agriculture, a déclaré le président Coolidge, dans un message au congrès d'agriculteurs et de fabricants ouvert ici aujourd'hui.

"C'est tout à fait évident pour chacun d'entre nous qu'il n'y aura pas de prospérité réelle et permanente pour le pays entier ni pour la plus grande partie du pays, tant qu'une branche considérable et importante de son industrie productive sera incapable de prospérer", a déclaré M. Coolidge dans son discours.

"Le sort des agriculteurs a été depuis quelques années et continuera à être une menace pour la prospérité de toutes les autres classes de la population, aussi longtemps que nous ne découvrirons pas les moyens d'aider l'agriculture."

Je voudrais profiter de l'occasion pour faire comprendre au ministre intérimaire des Finances que nous attendons ardemment de lui, à cette session-ci, un projet de loi sur le crédit rural. Je suis heureux de voir que le Dr Tory a présenté son rapport final et j'ai vraiment confiance que le Gouvernement se hâtera de déposer un projet de loi pour donner effet aux conclusions de ce monsieur. Il ne faut pas envisager sous un angle ordinaire la question des fonds dont l'agriculteur a besoin. Quelle serait la situation de toutes les manufactures, fabriques et corporations prospères du Canada, si elles devaient payer 8 ou 10 p. 100 pour leur capital, et si ce capital était remboursable tous les trois ou quatre ans? Elles ne pourraient subsister, comme de raison; elles ne font pas affaires ainsi. Elles prélèvent leur capital au moyen d'effets à long terme, d'actions ou d'obligations vendues sur le marché libre, suivant le mode ordinaire qu'exige le mécanisme moderne, sagement ordonné, des placements. Ce que nous réclamons c'est qu'on place l'industrie agricole dans la même situation, c'est que l'agriculteur puisse mobiliser ses garanties et soit sur le même pied que toutes les autres corporations au marché financier. On peut démontrer avec succès que les garanties fondées sur l'agriculture ne le cèdent à aucune autre.

Un relevé de la richesse nationale en 1921 portait à \$6,587,000,000 les capitaux placés dans les terres et l'élevage. En 1923, le rendement total de l'agriculture a dépassé 1,300 millions. Plus de la moitié de la population du Canada est rurale et vit de l'agriculture. C'est un fait bien connu que la prospérité de l'agriculteur est le fondement de la prospérité nationale. Le cultivateur de l'Ouest est le soutien et la moëlle épinière de l'industrie de l'Est canadien. Si nous prenons pour acquis le bien-fondé de ces affirmations, et elles sont irrécusables, nous avons une industrie ayant un actif d'environ 700 millions et un chiffre d'affaires annuel de 1,500 millions sans méthode moderne pour résoudre ses problèmes